

Juste Terre!

mensuel n° 206 | janvier 2024



L'heure des bonnes résolutions

Bien sûr, la guerre s'enlise à nos portes et ni l'Ukraine ni la Palestine et Israël ne semblent aujourd'hui toucher du doigt la solution pacifique. Il n'empêche qu'en ces temps de bonnes résolutions, on aurait aimé que le mois de décembre soit, au Nord comme au Sud, porteur d'espoir au-delà du Nouvel An.

On aimerait croire que le discours du pape François pour la COP28 et la Marche climat, qui a montré combien la mobilisation citoyenne reste forte, aient transcendé cette aberration de sommet climatique climatisé à Dubaï. On aimerait croire que la campagne d'Avent d'Action Vivre Ensemble - qui a montré la volonté du secteur de pousser le politique à prendre enfin la mesure de la crise du logement - soit annonciatrice d'autres mesures encore que le lancement de territoires « zéro sans-abrisme » en Wallonie.

On aurait donc envie de se dire qu'il y a de l'espoir au-delà de la période des bonnes résolutions. La méga séquence électorale 2024 (élections fédérales, régionales, européennes en juin ; communales en octobre) nous donne à tous et toutes l'occasion d'appeler les politiques à un sursaut. On aimerait tant croire que le climat et la déréliction de la planète d'une part, la pauvreté qui atteint des sommets insupportables de l'autre, soient au centre des débats à venir. Mais on craint surtout que ceux-ci ne soient confisqués par les obsessions et les discours caricaturaux des extrémistes de tous bords qui gangrènent notre pays jusqu'à finir par le paralyser. Nos vraies urgences sociales comme climatiques risquent, une nouvelle fois, d'en être les grandes perdantes !

Édito

© Jean-François Lauwens
chargé de communication





Burundi : une approche égalitaire pour sortir de la pauvreté

⊕ *Quentin Minsier, chargé de communication*



« Avant la méthode GALS, les revenus du ménage étaient gérés par mon mari. Il ne se souciait pas du développement de la famille. Il préférait vendre presque toute la récolte pour se procurer des boissons alcoolisées et fréquenter d'autres femmes alors que nous n'avions pas les moyens d'acheter le matériel scolaire nécessaire pour nos enfants. J'étais très en colère. Je n'arrivais plus à supporter ma vie. »

Calinie Ntakarutimana, paysanne

Selon la Banque mondiale et le FMI, le Burundi est considéré comme le pays le plus pauvre du monde. Qu'est-ce qui explique cette situation dans un pays où l'agriculture emploie plus de 90% de la population active ? Selon la FAO, un des facteurs expliquant la pauvreté des paysans et paysannes réside dans les inégalités de genre. Portrait d'un de nos partenaires dans ce pays, ACORD, fer de lance de la méthode GALS.

ACORD Burundi est une organisation locale active depuis 1994 dans l'amélioration des conditions de vie des communautés paysannes. Partenaire d'Entraide et Fraternité dans le cadre du programme quinquennal 2022-2026, ACORD Burundi est responsable de promouvoir l'égalité de genre au sein des familles paysannes. Un combat essentiel dans un pays où les

inégalités entre les femmes et les hommes renforcent la pauvreté.

ACORD Burundi utilise une méthode qui fait ses preuves depuis quelques années en Afrique dans la lutte contre les inégalités de genre : la méthode GALS (*Gender Action Learning system* - en français : le système d'apprentissage par l'action en matière de genre).

Cette méthode commence tout d'abord par l'identification des inégalités existantes au sein du ménage grâce à différents outils comme, par exemple, *L'arbre de l'équilibre des genres*. Celui-ci explore qui de l'homme ou de la femme s'occupe de chaque tâche agricole, qui bénéficie des revenus, qui décide de sa gestion, qui dépense le plus et pour quoi, etc.

La méthode accompagne ensuite le ménage à développer une vision commune des besoins vitaux qu'il souhaiterait combler au cours des trois prochaines années : moyens pour la scolarisation des enfants, maison en dur, extension des champs, etc. Ce « plan de développement » *déconstruit les traditions inégalitaires et met en évidence l'importance de la participation de la femme pour*



150 ménages ont déjà développé leur plan de développement.



95 femmes attestent cogérer équitablement les exploitations agricoles familiales.



Réduction sensible des conflits familiaux.

ne prend plus de décisions sans me consulter. Nous décidons ensemble des dépenses. Nous avons, par exemple, acheté du bétail pour avoir du lait pour les enfants. Notre prochain objectif est de construire une maison en dur. Je suis apaisée aujourd'hui. Cette approche a transformé ma vie et celle de ma famille », explique ainsi Calinie Ntakarutimana, paysanne.

« Depuis que nous avons commencé à utiliser la méthode GALS, ma vision de ma femme a radicalement changé. J'étais souvent aveugle à ses efforts et je ne lui accordais pas la reconnaissance qu'elle méritait. J'ai réalisé combien ma femme est une partenaire précieuse dans notre quête commune de développement et de progrès familial. Je suis fier de sa force. »

atteindre les objectifs et améliorer les conditions de vie de toute la famille.

Depuis le début du programme quinquennal 2022-2026, ACORD a développé la méthode GALS dans la province de Rutana, située au sud-est du pays. Les résultats sont prometteurs.

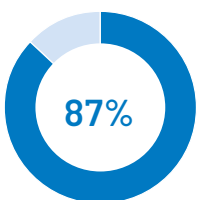
« Grâce à GALS, les récoltes ne sont plus vendues à mon insu. Mon mari

« Depuis l'utilisation de GALS dans la commune, les plaintes et les doléances concernant les conflits familiaux ont sensiblement diminué et tendent même à disparaître grâce au partage équitable des revenus et responsabilités dans les ménages », renchérit Onésime Nkengurutse, administrateur de la commune de Gitanga.

Jérôme Ntibazonzika



Jérôme Ntibazonzika et sa femme

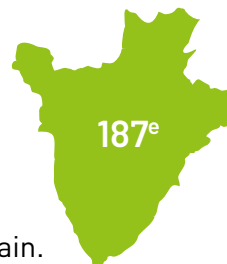


Le Burundi, pays parmi les plus pauvres au monde

87% de la population vit avec moins de 1,9 USD par jour.

Seul État au monde à stagner sous le seuil des 400 USD de PIB annuel par personne.

187^e pays sur 191 en termes de développement humain.





Le logement et sa facture énergétique, à la fois enjeu social et climatique

⊕ Jean-François Lauwens, chargé de communication



Comment, en Belgique, allier justice climatique et justice sociale ? Le défi n'est pas mince. Les plus pauvres sont les premières victimes du dérèglement climatique. Leur logement en premier lieu : souvenons-nous des inondations wallonnes et pensons aux passoires énergétiques que sont les logements précaires. Les deux causes s'unissent en vue des élections.

Récemment encore, dans son exhortation apostolique *Laudate Deum*, le pape François, dans la droite ligne de *Laudato Si'*, a rappelé l'imbrication des deux sujets : « clameur des pauvres » et « clameur de la Terre ». Et a insisté sur le fait que les plus précaires sont les premières victimes du dérèglement climatique, comme vient de le rappeler la campagne d'Avent d'Action Vivre Ensemble.

Dans la perspective des élections 2024, la Coalition Climat - dont est membre Entraide et Fraternité - et le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP) - dont est membre Action Vivre Ensemble - se sont rapprochés pour publier un « Pacte logement-énergie pour portefeuilles plats ». « *Un rapprochement dont vos deux associations ont été les chevilles*

ouvrières, rappelle Christine Mahy, secrétaire générale du RWLP, puisqu'une convergence est apparue entre Nicolas Van Nuffel, de la Coalition Climat et du CNCD-11.11.11, et moi-même lors d'un de vos weekends de la transition, organisé à Wanne en 2022. Plutôt que de voir s'opposer enjeux climatique et social, nous sommes au contraire accordés pour avancer dans la bonne direction. C'est ainsi qu'est né ce Pacte avec l'objectif que les populations les plus vulnérables puissent accéder à un logement, mais surtout qu'elles puissent accéder à un logement qui ne soit pas énergivore. Au bénéfice de leur portefeuille, de leur santé et du climat. On ne peut pas avancer sur les questions environnementales uniquement avec celles et ceux qui ont les moyens, cela ne fera qu'accroître les inégalités. Les perdants et perdantes du mal-logement d'aujourd'hui seront deux fois perdants dans le futur. »

S'il est urgent de repenser l'approche même de la question de l'accès au logement, Christine Mahy parle même d'un « *nouveau contrat social autour de cette question* » : « *Il faut que le logement ne soit plus vu uniquement dans une logique marchande. Il n'y a pas d'autre solution qu'un encadrement des loyers : que les prix augmentent*

alors que le portefeuille des locataires n'augmente pas, cela ne va pas. Il faut un équilibre entre ce que le propriétaire peut gagner et ce que le locataire peut payer. On va entamer un dialogue avec les propriétaires. Si les locataires ne se sentent plus liés et protégés dans un contrat social, il y a des risques de dégradation des logements : tout le monde a à y gagner. Il y a aussi des propriétaires pauvres occupants ou bailleurs qui ne voient pas comment ils et elles vont mettre leur logement aux normes. Il faut les aider. Il faut des dispositifs publics suffisants qui accompagnent de A à Z. »

Quatre élections sont organisées cette année de juin à octobre. Ce Pacte fait office de memorandum : « Je ne peux affirmer que les politiques vont nous suivre », admet la

responsable politique du RWLP. Ce que je sais, c'est qu'on est dans un entonnoir. Le politique ne s'en sort ni avec le climat ni avec le logement, pas plus qu'avec les autres politiques publiques et la confiance de l'opinion. Les services sont tous débordés. Ce Pacte logement-énergie, c'est un investissement sur l'emploi, sur le

développement de la Wallonie. On espère qu'il y aura enfin un plan de la pauvreté. Lorsque l'on peut aller dire au politique que les acteurs comme le CNCN et le RWLP se parlent et qu'il existe une version fédérale de ce Pacte, cela empêche que les politiques jouent sur les divisions entre tenants de l'une et l'autre cause. »



Pour Christine Mahy, le logement doit sortir d'une logique purement marchande.

L'impact du logement sur la santé des Belges

13%

des Belges francophones ont ou ont déjà eu des problèmes de santé liés à leur logement : c'est le cas de 16% des femmes et de 19% des membres d'une famille monoparentale.

35%

des Belges francophones estiment que leur logement présente des courants d'air et/ou est mal insonorisé, 34% qu'il est mal isolé, 31% qu'il a des problèmes d'humidité, 23% qu'il est trop petit.

57%

des Belges francophones vivant dans des logements de mauvaise qualité ont déjà rencontré des problèmes de santé cardiovasculaires (34%), respiratoires (50%), des suites d'accidents domestiques (28%), de santé mentale (52%), un cancer (9%).

62%

des propriétaires se déclarent en bonne santé, contre 53% des locataires et 41% des locataires de logements sociaux.

Source : Thermomètre Logement, Solidaris, octobre 2023



Nouvelles d'ici et d'ailleurs

Succès pour la Marche climat

25.000 personnes ont participé, dimanche 3 décembre, à la Marche climat. Preuve que le public ne renonce pas à pousser le monde politique à prendre enfin des mesures fortes contre le dérèglement climatique. Les évêques de Belgique et



Entraide et Fraternité ont participé à cette marche dans la droite ligne des positionnements du pape François sur la question.

Pas d'accord UE-Mercosur

Après 25 ans de négociations, la Commission européenne a bien dû admettre en décembre que les conditions n'étaient pas réunies

pour tenir le sommet devant déboucher sur la finalisation d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et les pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Uruguay, Paraguay). Un accord ne semble plus envisageable à l'heure actuelle. Durant deux semaines, Entraide et Fraternité a mené campagne contre cet accord à Bruxelles, au moyen d'affiches dans le métro et d'une distribution de dépliants autour des institutions européennes.



Nos partenaires philippins en visite

Cinq ans après s'être rendu sur place dans le cadre de la campagne de Carême 2019 dédiée aux Philippines, Mgr Jean-Pierre Delville, notre évêque référendaire, a reçu à Liège MinMin Pampilo et Tanie Suano, nos partenaires de Conzarrd. Conzarrd soutient le développement d'une agriculture durable sur l'île de

Mindanao en formant les petit-es paysan·nes aux techniques agroécologiques (riz, vin de fruits...), en les appuyant pour l'accès à la terre.



ENTRAIDE &
FRATERNITE
ACTION
VIVRE ENSEMBLE

Juste Terre! mensuel
de l'ASBL Entraide et Fraternité et
de l'ASBL Action Vivre Ensemble
(ne paraît pas en juillet et en août)

Siège

rue du Gouvernement Provisoire, 32
1000 Bruxelles | T 02 227 66 80
info@entraide.be
info@vivre-ensemble.be
www.entraide.be
www.vivre-ensemble.be

Suivez-nous



Dans un souci d'équité, le magazine s'efforce de privilégier l'écriture inclusive.

Conception - coordination

C. Houssiau, J.-F. Lauwens,
V. Martin, Q. Minsier

Éditrice responsable

A. Fischer

Studio et imprimerie

Snel à Vottem, Belgique



Crédits photos

Entraide et Fraternité
Action Vivre Ensemble
(sauf mention contraire)

Ce papier est issu de forêts gérées durablement.



Avec le soutien de



Les deux ASBL sont habilitées à recevoir des legs par testament.